

tenue sous la présidence de Monsieur HO SI FAT, assisté(e)
de Madame CECCARELLI et Madame BAKHTA, Conseillères
En présence de Madame CREANTOR, Rapporteure publique
Madame CETOL, Greffier

08 heures 30

01)	DOSSIER N° 2400015	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de la Région Guadeloupe lui refusant l'attribution du chèque énergie		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Madame X
Défendeur	REGION GUADELOUPE	Président
02)	DOSSIER N° 2400333	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire M. X demande au tribunal d'annuler la décision PRE-AG1-2024-01-11-A-00004534 du conseil national des activités privées de sécurité en date du 15 janvier 2024 lui refusant la délivrance d'une autorisation préalable		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître HOUDA Jamil
Défendeur	CONSEIL NATIONAL DES ACTIVITES PRIVEES DE SECURITE	Directeur
03)	DOSSIER N° 2401158	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire La société MAHM demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° 5 en date du 5 juillet 2024 du préfet portant fermeture administrative pour trois mois de l'établissement MAHO BEACH à Sainte-Anne		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SOCIETE MAHM	CUARTERO CHRISTOPHE (Cour)
Défendeur	PREFET DE LA GUADELOUPE	

08 heures 30

04)	DOSSIER N° 2500348	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire La société MISCHLER ANTILLES SOUDURES demande au tribunal de prononcer le dégrèvement au titre de la taxe foncière sur les propriétés bâties de l'année 2024 d'un montant de 8888 euros.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	ANTILLES SOUDURES	De Gentile Bernard
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE	M. le directeur régional
05)	DOSSIER N° 2500403	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire La SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE DE LA GUADELOUPE, demande au tribunal de prononcer le dégrèvement de taxe foncières sur les propriétés bâties d'un montant de 51 071 euros au titre de l'année 2022.		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SOCIETE ANONYME D'HABITATION A LOYER MODERE DE LA GUADELOUPE	ONELAW (Cour)
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE	M. le directeur régional
06)	DOSSIER N° 2500595	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire M. X demande au tribunal d'enjoindre à la direction régionale des finances publiques de lui communiquer les documents administratifs relatifs aux travaux effectués sur la commune de Morne à l'Eau		
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Monsieur X
Défendeur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES DE GUADELOUPE	M. le directeur régional

08 heures 30

07)	DOSSIER N° 2500826	RAPPORTEUR: Monsieur Frank HO SI FAT
Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler la décision 48SI en date du 26 juin 2025 du ministère de l'intérieur prononçant l'invalidité de son permis de conduire		
Demandeur	Nom des parties Madame X	Représentants des parties DE CAUMONT ERIC (Cour)
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	M. le Ministre
08)	DOSSIER N° 2401680	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler la décision du conseil départemental en date du 11 octobre 2024 procédant à son licenciement suite à son retrait d'agrément d'assistante familiale		
Demandeur	Nom des parties Madame X	Représentants des parties CACCIAPAGLIA MARIE (Cour)
Défendeur	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE	Monsieur le Président
09)	DOSSIER N° 2401526	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler la décision en date du 11 septembre 2024 portant retrait d'agrément d'assistante familiale		
Demandeur	Nom des parties Madame X	Représentants des parties CACCIAPAGLIA MARIE (Cour)
Défendeur	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE	Monsieur le Président
10)	DOSSIER N° 2301328	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler l'arrêté en date du 30 août 2023 par laquelle le Conseil départemental de la Guadeloupe lui a infligé une sanction disciplinaire de blâme		
Demandeur	Nom des parties Madame X	Représentants des parties CACCIAPAGLIA MARIE (Cour)
Défendeur	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE	Monsieur le Président

08 heures 30

11)	DOSSIER N° 2300633	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire	Mme X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet en date du 22 décembre 2022 de l'Etablissement public de santé mentale de la Guadeloupe refusant de la placer en congé d'invalidité temporaire imputable au service pour la période du 24 mai 2022 au 13 juillet 2022	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Madame X	SAUTEREAU (Cour)
Défendeur	ETABLISSEMENT PUBLIC DE SANTE MENTALE DE LA GUADELOUPE	Maître ALBINA-COLLIDOR Alberte (Cour)
12)	DOSSIER N° 2301472	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet de l'office de tourisme et de le condamner à lui verser la somme de 44.753,72 euros au titre de préjudices subis	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur X	JOLIVET MANON
Défendeur	OFFICE TOURISME INTERCOMMUNAL DE LA RIVIERA DU LEVANT	
13)	DOSSIER N° 2301436	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
Titre de l'affaire	La société FABRICATION ET POSE DE REVETEMENT BITUMINEUX demande au tribunal de condamner solidairement les société SAGPC et RAZEL BEC à lui verser la somme de 1.090.814,04 euros	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	FABRICATION ET POSE DE REVETEMENTS BITUMEUX	LEGALPROTECH AVOCATS (Cour)
Défendeur	SOCIETE AEROPORTUAIRE GUADELOUPE POLE CARAIBES (SAGPC)	GB2A AVOCATS ASSOCIES
	SOCIETE RAZEL-BEC	MOLAS ET ASSOCIES

08 heures 30

14)	DOSSIER N° 2301488	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Mme X demande au tribunal d'annuler l'arrêté n° PC971128192120/M1 de la commune de Sainte-Anne délivrant un permis de constuire à M. Z

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Maître COTELLON Nicole (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINTE-ANNE	Maire
Observateur	Monsieur Z	Monsieur Z

15)	DOSSIER N° 2300794	RAPPORTEURE: Madame Charlotte CECCARELLI
-----	--------------------	--

Titre de l'affaire Le syndicat des commissionnaires en douane et transitaires de la Guadeloupe (SCDTG), la société Petrelluzzi Transit, la société Bolloré Logistics Guadeloupe, la société Transit Paul Chovino et la société SIFA Logistics demandent au tribunal d'annuler le contrat de cession d'activité conclut par la société aéroportuaire de Guadeloupe Pole Caraibes

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	LE SYNDICAT DES COMMISSIONNAIRES EN DOUANE ET TRANSITAIRES DE LA GUADELOUPE LA SOCIÉTÉ PETRELLUZZI TRANSIT LA SOCIÉTÉ BOLLORÉ LOGISTICS GUADELOUPE LA SOCIÉTÉ TRANSIT PAUL CHOVINO LA SOCIÉTÉ SIFA LOGISTICS	SARL LE PRADO - GILBERT (Conseil d'Etat) SARL LE PRADO - GILBERT (Conseil d'Etat) SARL LE PRADO - GILBERT (Conseil d'Etat) SARL LE PRADO - GILBERT (Conseil d'Etat) SARL LE PRADO - GILBERT (Conseil d'Etat)
Défendeur	SOCIETE AEROPORTUAIRE DE GUADELOUPE POLE CARAIBES (SAGPC) SOCIETE PLSG	Maître LAFAY Nicolas (Cour) SELARL EKIS AVOCATS ASSOCIES

08 heures 30

16)	DOSSIER N° 2301276	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	La société BABEL demande au tribunal de condamner la communauté d'agglomération Cap Excellence à lui verser la somme de 327.387,89 euros augmenté de la somme de 107.016,35 euros au titre du solde des intérêts moratoires	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	BABEL	CLL AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION CAP EXCELLENCE	CGR AVOCATS
17)	DOSSIER N° 2300878	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	La société centrale photovoltaïque de Saint-François 1 demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet en date du 24 mai 2023 du ministre de la transition énergétique refusant d'annuler la décision du 18 novembre 2021 fixant la réduction tarifaire du contrat d'achat n° C026101638	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	CENTRALE PHOTOVOLTAIQUE DE SAINT FRANCOIS1	CABINET OYAT (Cour)
Défendeur	MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET DE LA COHÉSION DES TERRITOIRES	
18)	DOSSIER N° 2301117	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	La SARL L'ESPOIR ANSOIS demande au tribunal de condamner le Conseil départemental à lui verser une indemnité de 840.200 euros en réparation de préjudices sur la carence de sa demande de renouvellement de l'autorisation de l'exploitation du lieu de vie et d'accueil	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	SARL ESPOIR ANSOIS	ICARD ANDRÉ (Cour)
Défendeur	CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA GUADELOUPE	Monsieur le Président

08 heures 30

19)	DOSSIER N° 2301489	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal de condamner l'Etat à lui verser la somme de 99.875 euros en réparation du préjudice subi en raison des fautes commises par l'administration pénitentiaire	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	DAVID
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	M. le Ministre
20)	DOSSIER N° 2300976	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	Mme X demande au tribunal : *d'annuler la délibération 2023-OTICARL-04 du 28 février 2023 ; *d'annuler la décision de fin et de rupture de contrat ; *d'annuler les décisions implicites de rejet des demandes préalables formulées par courrier en date des 7 et 27 avril 2023 ; de condamner l'office du tourisme intercommunal de la Riviéra du Levant à l'indemniser à hauteur de 99 764,96 euros, au titre de l'ensemble de ses préjudices	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	BEAUBOIS CHANTAL (Cour)
Défendeur	OFFICE DE TOURISME DE LA RIVIERA DU LEVANT	Maître CAZELLES MURIEL (Cour)
21)	DOSSIER N° 2301047	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	Mme X demande au tribunal de condamner le conseil régional à prendre en compte les avis des professionnels médicaux pour le changement d'affectation et l'aménagement de son poste de travail et de condamner le conseil régional à lui verser la somme de 75.000 euros au titre de préjudice subi	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame X	Madame X
Défendeur	REGION GUADELOUPE	SEBAN ET ASSOCIES

08 heures 30

22)	DOSSIER N° 2400634	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	La société ORANGE demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet de l'Agence régionale de santé de la Guadeloupe refusant de faire droit à sa demande de mandatement d'office et d'enjoindre à l'ARS de mettre en oeuvre la procédure lui permettant le mandatement d'office des sommes qui lui sont dûes par le CHU de Guadeloupe	
Demandeur	Nom des parties ORANGE	Représentants des parties Cabinet PALMIER & Associé (Cour)
Défendeur	AGENCE REGIONALE DE LA SANTE	
23)	DOSSIER N° 2400869	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties Monsieur X	Représentants des parties Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS
24)	DOSSIER N° 2400867	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	Mme X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties Madame X	Représentants des parties Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS

08 heures 30

25)	DOSSIER N° 2400870	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties Monsieur X	Représentants des parties Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS
26)	DOSSIER N° 2400868	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 497,02 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties Monsieur X	Représentants des parties Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS
27)	DOSSIER N° 2400874	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties Monsieur X	Représentants des parties Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS

08 heures 30

28)	DOSSIER N° 2400871	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	Monsieur X	Maître CATALAN Raymonde (Cour)
	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS
29)	DOSSIER N° 2400872	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
Titre de l'affaire	M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023	
Demandeur	Nom des parties	Représentants des parties
Défendeur	Monsieur X	Maître CATALAN Raymonde (Cour)
	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS

08 heures 30

30)	DOSSIER N° 2400873	RAPPORTEURE: Madame Kenza BAKHTA
-----	--------------------	----------------------------------

Titre de l'affaire M. X demande au tribunal d'annuler la décision implicite de rejet du SMGEAG relative à son recours administratif préalable en date du 29/02/2024 et de la condamner à verser une somme de 1 500 euros au titre du remboursement de la retenue illégalement pratiquée sur le salaire du mois de décembre 2023

	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur X	Maître CATALAN Raymonde (Cour)
Défendeur	SYNDICAT MIXTE DE GESTION DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT DE GUADELOUPE	DS AVOCATS

Arrêté le 18/11/2025
Le président du tribunal